

**CIRPES**

**Observatoire stratégique des Etats-Unis**

**Session du 11 octobre 1996**

Jean-Paul HEBERT

**Restructuration des industries d'armement aux  
Etats-Unis et en Europe : alliances antagonistes et/ou  
coalitions ad hoc.**

Brève contribution au débat.

On a exposé précédemment <sup>1</sup> les grandes lignes du mouvement de restructuration de l'industrie de défense aux Etats-Unis en soulignant que ce mouvement, apparemment porté par de pures considérations économiques conduisant à la concentration d'un appareil de production devenu surdimensionné par rapport aux besoins et aux possibilités financières de la période, était en réalité parfaitement en phase avec une orientation politico-stratégique visant à une hégémonie sur la fourniture mondiale d'armements, qu'il s'agisse des marchés des pays amis et alliés ou des marchés des pays du tiers monde. On caractérisait alors cette orientation en proposant de considérer que la période actuelle était celle d'une "nouvelle course aux armements" dont l'enjeu était la maîtrise des marchés de haute technologie et de l'avance dans le domaine de la R&D, conçue comme le moyen de la suprématie américaine.

### **Continuation du processus de restructuration.**

Ce mouvement de restructuration s'est poursuivi depuis notre précédent rapport<sup>2</sup> témoignant qu'il ne s'agissait pas d'accidents industriels isolés mais bien d'un processus solide. Depuis le début de l'année 1996, Northrop-Grumman a racheté Westinghouse, Lockheed-Martin, déjà premier producteur mondial a racheté l'électronique de défense de Loral, Raytheon (quatrième producteur mondial) a repris Chrysler technologies et pendant l'été, Boeing a racheté, pour 16 milliards de francs, les activités "défense et espace" de Rockwell. D'autres rapprochements sont encore à venir : MacDonnell Douglas, un temps à la recherche d'un accord avec Boeing, est resté pour le moment en retrait du mouvement : la reprise de E-Systemes en 1995 ne le met pas à la hauteur des deux groupes géants Lockheed-Martin-Loral (145 milliards de francs de CA) et Boeing-Rockwell (125). MDD (72 GF de CA) pense donc à une alliance possible

---

<sup>1</sup> Jean-Paul HEBERT, "Changements dans le système de production d'armements aux Etats-Unis et conséquences pour les pays européens" in Alain JOXE, *Révolution dans les affaires militaires* ?, Cahiers d'études stratégiques, N°18, 1995.

<sup>2</sup> un texte plus détaillé sera fourni ultérieurement donnant les principaux faits significatifs dans ce domaine.

avec Raytheon (59 GF de CA), mais cette configuration laisserait sur la touche Northrop-Grumman-Westinghouse (48 GF de CA). Comme le secteur des hélicoptères et celui des missiles sont également entraîné dans cette course à la taille critique (ou à la masse dominante), les mois qui viennent seront encore marqués par des alliances industrielles notables.

### **Un processus dont la nature se modifie industriellement et politiquement.**

Il faut cependant noter que cette continuité observable n'exclut pas des caractéristiques nouvelles :

Une première caractéristique est d'ordre industrielle : les premières alliances (ou prises de contrôle) s'étaient faites plutôt par métier (entre avionneurs). ce qui est apparu ces derniers temps sont des rapprochements par activités complémentaires (avionneurs et électroniciens), démultipliant la puissance industrielle de ces groupes qui acquièrent ainsi une capacité beaucoup plus étendue tout le long du processus de production des armements et leur donnant une beaucoup plus grande souplesse pour des alliances et des accords multiformes et transfrontières ultérieurs.

C'est qu'en effet la seconde caractéristique qu'on peut commencer à discerner dans ce processus est d'ordre plus géostratégique et concerne les modes de relations avec les producteurs européens. Toute la problématique des alliances et des coalitions ad hoc dégagée par ailleurs dans les travaux de l'observatoire trouve, dans le domaine des systèmes de production d'armement, une application concrète, en cohérence avec les choix stratégiques américains.

La présentation que l'on pouvait faire, il y a dix huit mois, de l'antagonisme entre la prétention stratégique qui se lisait dans l'évolution du système américain de production d'armement et les intérêts des producteurs européens ne tranchait pas entre deux options possibles pour le développement de cet antagonisme :

la première option était celle d'un choc frontal entre deux systèmes de production, où la volonté hégémonique des Etats-Unis était clairement affirmée et qui conduisait à la disparition ou à une marginalisation substantielle des capacités européennes de production d'armement. Cette

option-là était énoncée de manière particulièrement nette dans les analyses de Kapstein. Elle relevait, d'une certaine façon, d'une vieille pensée héritée de la logique des blocs, où la victoire industrielle était conçue comme l'anéantissement de l'autre, au nom d'une rationalité économique, censément pure, arguant de l'optimalité économique qui s'ensuivrait de la disparition de producteurs marginaux inefficaces.

Toutefois, assez vite, les faiblesses de cette tentative de blitzkrieg idéologique sont apparues et des analyses ont souligné le risque non négligeable de réaction en retour qu'elle risquait de provoquer dans les Etats européens. Le programme d'observation militaire par satellite Hélios, auquel l'Allemagne s'est rallié, a servi de révélateur à ce danger : une prétention "excessive" des Etats-Unis risquait de faire naître en Europe une volonté de s'affranchir d'une partie au moins d'une tutelle d'autant moins acceptable qu'elle était cyniquement annoncée à l'avance et mise en oeuvre sans ménagement. D'où l'idée que la préservation du leadership réel des Etats-Unis dans le domaine de la maîtrise de l'information passe par le "partage" d'une certaine part de cette information. Cette mise à disposition d'une part des données peut dissuader des alliés européens de se lancer dans la réalisation coûteuse d'un système autonome d'information, forcément concurrent, sans pour autant remettre en cause la suprématie globale des Etats-Unis qui conservent alors la maîtrise de la régulation de ces flux d'informations. C'est là une forme particulière de coalition ad hoc plus subtile qu'un monopole pur et simple, mieux adaptée aux spécificités de l'information satellitaire et qui ne remet pas en cause le fonctionnement fondamental de "l'alliance".

### **Le développement à venir des coalitions ad hoc.**

Etant donné qu'une négociation "à parts égales" entre les producteurs américains et les producteurs européens est exclue, car contradictoire avec la visée hégémonique américaine<sup>3</sup> et qu'une "victoire" par implosion des

---

<sup>3</sup> on sait que dans le passé, tous les discours sur la "two-way street" (un rééquilibrage dans les flux réciproques de fournitures d'armements de part et d'autre de l'Atlantique) sont restés des formules apaisantes, sans réalité concrète.

systèmes européens de production d'armement est incertaine<sup>4</sup>, voire risque d'avoir des répercussions négatives sur la réorganisation de l'alliance atlantique, on peut donc prévoir que ce sont des systèmes de coalitions ad hoc, d'accords industriels au cas par cas qui vont se développer dans la période à venir.

Ces accords ne seront pas des accords globaux sur l'ensemble de l'armement. Au contraire, certains secteurs seront à l'écart pendant un certain temps : les constructions navales, évidemment parce que les intérêts et les choix stratégiques de part et d'autre de l'atlantique sont sensiblement divergents, les armements terrestres parce qu'ils ne sont plus au premier rang de l'importance stratégique.

En revanche, c'est dans tout le domaine Aéronautique-espace-électronique que vont se déployer les propositions d'accords circonscrits et localisés et que, pays par pays, firme par firme, les producteurs seront courtisés pour des alliances limitées dans le temps et en importance, au moins apparemment. Un certain nombre de liens existent déjà entre les producteurs des deux rives de l'atlantique, plus importants que ne le laisserait penser le seul examen des participations au capital (accords de coproduction pour tel type de matériels, sous-traitance, compensations de certains marchés, R&D menée en commun, etc.). Ce sont tous ces types de liens, moins visibles que des prises de contrôle brutales qui vont se multiplier dans les années à venir. Tout au moins les propositions en ce sens. Cette offensive multiforme, censée procurer des avantages coopératifs, est clairement expliquée par Norman AUGUSTINE, le N°2 de Lockheed-Martin et son futur président : *Gagner des marchés en Europe en partageant la technologie et les travaux permet de créer des matériels très compétitifs (notamment en rapport qualité-prix) qui, à leur tour, permettent de gagner de nouvelles commandes à l'exportation à travers le monde.*<sup>5</sup> et il annonce que son groupe vise, en Europe, *des investissements*

---

<sup>4</sup> Comme peuvent le faire penser les choix du Royaume-Uni de ces derniers mois qui ont mis à mal les mécanismes de succès américains garantis en cas de compétition US-Europe pour des contrats britanniques : choix du missile de croisière franco-britannique Storm shadow (BAé-Matra) plutôt que du matériel de Hughes, ralliement à l'agence franco-allemande de l'armement et surtout au programme de véhicule blindé d'infanterie en coopération européenne, choix des avions de patrouille maritime de BAé au détriment des Orion 2000 de Lockheed-Martin, équipement en hélicoptères avec 38 Ecureuils d'Eurocopter et seulement 9 appareils de Bell ...

<sup>5</sup> cf. Pierre LANGEREUX, "Lockheed-Martin veut se développer en Europe", *Air & Cosmos / Aviation internationale*, N°1577, 6 septembre 1996, pages 27-28.

*sélectifs allant de la création d'alliances ou de sociétés communes à d'autres mécanismes financiers, aussi bien dans le secteur aérospatial et défense que dans d'autres domaines tels que les projets d'infrastructures, les télécommunications, le contrôle du trafic aérien, la simulation, l'énergie, l'environnement, l'intégration des systèmes, la gestion de l'information.*<sup>6</sup>

### **La réalité politique sous l'apparence économique.**

Cette évolution prévisible ne doit pas être confondue avec une simple reproduction des mouvements de concentration et de prises de contrôle qui se sont produits antérieurement dans des secteurs comme l'automobile ou l'informatique. Elle en emprunte certains traits, en particulier l'utilisation du spectre nippon-asiatique pour pousser les producteurs européens à des accords censés les protéger d'un risque grandissant et dont il serait plus malaisé de se prévenir. Mais, elle en diffère parce qu'elle est beaucoup plus protéiforme et surtout parce que, sous l'apparence "économique", elle a une réalité stratégique : elle est la mise en oeuvre d'une ligne politique qui vise à préserver dans des formes nouvelles, apparemment plus coopératives, plus éclatées industriellement, moins visiblement cohérentes, une hégémonie sur les processus et les flux de fournitures d'armement, ce qui met évidemment en cause la souveraineté des Etats européens dans leur politique des moyens, donc dans leur libre-arbitre politique. Aujourd'hui l'avion de combat "suédois" Gripen n'est-il pas soumis aux décisions américaines, en cas d'exportation, étant donné la quantité d'équipements américains qu'il incorpore ?

Les coalitions ad hoc, dans le domaine de l'armement, ne poseront pas moins de problèmes d'autonomie stratégique qu'une compétition frontale. Elles sont à même pour les Etats-Unis d'éviter les ruptures ou les émergences de "compétiteurs désespérés" qu'une politique de suprématie monopolistique rigide ferait naître. Elles leur évitent en même temps d'être engagés trop loin dans de tels rapprochements. Ces concubinages polygamiques leur évitent une contre-dépendance qui diminueraient leurs

---

<sup>6</sup> Ibidem.

marges de manoeuvres pour l'avenir. Elles ont donc toutes probabilités de se développer. Si ce pronostic est confirmé par l'évolution des mois à venir, il faudra alors pour les États européens se donner les moyens, conceptuels et politiques, de définir une politique qui leur évitent de n'être plus à terme que les sous-traitants préférés - préférés mais sous-traitants - du système américain de production d'armement.

Jean-Paul HEBERT